

Frais de mission brusquement, dit MacKay

ALAN FREEMAN

DE FRIDAY'S GLOBE AND MAIL,
LE 30 NOVEMBRE 2007 À 5H16 HNE

OTTAWA - Le coût de la défense nationale de la mission militaire en Afghanistan est fortement à la hausse et a atteint un total de \$ 3,1 milliards à partir de son départ en 2001, selon le ministre de la Défense Peter MacKay.

M. MacKay a fait la preuve comme il l'a comparu devant la Chambre des communes commission de la défense, qui est en train d'étudier les prévisions de dépenses de \$ 875 millions pour le département pour l'exercice en cours.

En mai, le prédécesseur de M. MacKay, Gordon O'Connor, a déclaré à la Chambre des communes que le coût marginal de la mission était de \$ 2.6 milliards. Un porte-parole de M. MacKay, a déclaré hier que les coûts supplémentaires sont surtout dues à des réservoirs supplémentaires et de la protection des forces dépenses.

M. MacKay et le Chef d'état-major de la Défense Rick Hillier a insisté pour que des progrès continuent d'être réalisés en Afghanistan, en dépit des rapports à l'effet contraire externe par des groupes tels que le Conseil Senlis et Oxfam.

Liens Internet

- **Rapport spécial:** la mission du Canada en Afghanistan



Le ministre a interrogé un récent rapport du Conseil Senlis, qui a affirmé que les Taliban ont une présence permanente dans 54 pour cent de l'Afghanistan et contrôle désormais "des zones entières du territoire incontesté."

"Qui sont-ils?" M. MacKay a demandé de le Conseil Senlis, basé à Paris réflexion. Il s'interroge sur la rigueur de l'étude récente du groupe, notant que le rapport n'a pas d'index et notes de bas de page et n'est pas de traiter les questions militaires, ce qu'il a prétendu échapper à la compétence du groupe.

Gén Hillier insisté sur le fait que la situation militaire s'est améliorée ces derniers mois, en déclarant que les Taliban sont "sur le pied arrière" dans tout le sud de l'Afghanistan, grâce aux travaux de canadiens, britanniques et d'autres dirigées par l'OTAN soldats.

Il ya une grande amélioration dans l'état de préparation des soldats de l'Armée nationale afghane et la police afghane, qui ont tous deux travaillent maintenant à côté des Canadiens à Kandahar, at-il dit.

Les députés truffé de questions au ministre sur des questions allant de plans de réaménagement de la flotte d'avions de surveillance maritime

Aurora à l'état de la piste à la BFC Bagotville, au Québec.

Néo-démocrate David Christopherson voulu savoir sur \$ 10,5 millions que le ministère sur les dépenses non létal à laser "dazzlers," préoccupée par le fait que le dispositif de haute technologie ne devienne pas dangereux comme les neutralisants. Il s'inquiète du fait que le dazzlers pourrait s'achever sur l'aveuglement de personnes.

M. MacKay dit que le dazzlers sont destinées à dissuader les conducteurs de suicide par faisceaux laser brille sur eux. L'idée était de disposer d'un nouvel outil pour protéger les troupes contre les attaques sur leurs convois, en particulier en Afghanistan.

"Ils sont soumis à des essais rigoureux", a déclaré M. MacKay, en notant que seules quelques-unes ont été achetés, uniquement pour les tester.

Gén Hillier a dit le dazzler vise à combler le fossé entre "agitant vigoureusement au peuple et le tir." Il a déclaré que la dazzler serait clignoter une lumière sur le pare-brise d'un véhicule venant en sens inverse, ce qui incite le conducteur à s'arrêter.

"Il nous évite d'avoir à prendre un coup de feu sur eux," a dit le général. Il a déclaré que la dazzlers sont encore en cours d'examen et, avant qu'ils ne soient achetés pour une utilisation par les militaires, le dispositif sera soumis à la Juge-avocat général à veiller à ce que leur utilisation soit conforme aux Conventions de Genève.

Le Canada a signé un traité international, le Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes, qui interdit l'utilisation de dispositifs s'ils émettent une lumière aveuglante.

M. Christopherson a dit qu'il est préoccupé par le fait que les militaires pourraient se retrouver en utilisant le dazzlers au Canada quand il est appelé à l'aide des pouvoirs civils. M. MacKay a dit qu'il n'ya pas de pensée étant accordée à leur utilisation au niveau national.

Recommander cet article? 5 voix

Voir les plus recommandés

© Copyright 2007 CTVglobemedia Publishing Inc.

CTVglobemedia

Globeandmail.com et The Globe and Mail sont des divisions de CTVglobemedia Publishing Inc, 444, rue Front Ouest, Toronto, ON Canada M5V 2S9

Phillip Crawley, éditeur